

NOTE

Sur l'effet en 2005 des mesures de soutien à l'emploi dans le spectacle vivant

La DMDTS et les DRAC ont consacré tous leurs efforts à la mise en œuvre en 2005 d'une politique de soutien actif et déterminé à l'emploi dans le spectacle vivant.

Le secteur du spectacle vivant a bénéficié en loi de finances pour 2005 d'un montant de 18 M€ de mesures nouvelles répartis en 9 M€ sur crédits centraux et 9 M€ sur crédits déconcentrés.

A ces montants s'ajoutent des redéploiements de l'ordre de 2,5 M€ réalisés en interne sur les moyens de la DMDTS (0,7 M€) et des DRAC (1,8 M€), soit un total de 20,5 M€ supplémentaires.

Sur cette base, l'enveloppe globale de crédits alloués au spectacle vivant est en 2005 de 753 M€. Ces moyens apportent un soutien important à l'activité et concourent ainsi au renforcement de l'emploi du secteur.

En outre, cette politique a plus précisément pour objectifs de relever la part des emplois permanents et des structures pérennes, d'accroître la durée moyenne des contrats et du travail annuel déclaré et rémunéré des artistes et techniciens. Ainsi ne pèseront plus sur l'assurance chômage des charges qui relèvent des politiques culturelles publiques ou de la politique salariale.

C'est pourquoi les mesures nouvelles ont porté en priorité sur les actions susceptibles de bénéficier directement à l'emploi, qu'il s'agisse d'emploi à durée indéterminée ou déterminée (allongement de la durée des contrats, prise en compte des heures supplémentaires, meilleure déclaration des heures réellement travaillées).

Sur la base d'une enquête réalisée par la DMDTS auprès des DRAC, on peut évaluer au minimum à 15 M€ les crédits affectés à la politique de soutien direct à l'emploi, ce qui s'est concrétisé par :

- **la création de 306 contrats à durée indéterminée pour un coût global de 7 M€ soit en moyenne 22 800 € par emploi ;**
- **le financement à hauteur de 8 M€ de plus de 280 000 heures de travail sous contrat à durée déterminée** (calcul basé sur le niveau de rémunération moyenne chargée) correspondant à un allongement de la durée des contrats et à la déclaration des heures réellement travaillées, notamment pendant les répétitions.

D'après les statistiques disponibles, cet accroissement des heures de travail n'a pas conduit à une augmentation du nombre d'artistes et de techniciens intermittents dont les effectifs semblent en diminution, mais plutôt à l'allongement de la durée moyenne des contrats.

Compte tenu de la difficulté à recueillir les données fiables en cours d'exercice de gestion, l'ensemble de ces chiffres constitue **une estimation** qui sera complétée d'un bilan exhaustif une fois l'année budgétaire 2005 exécutée. Il sera utile dans ce cadre d'évaluer l'effet levier que ce soutien renforcé de l'Etat a indéniablement favorisé en mobilisant les collectivités territoriales dans la même perspective.

PJ- fiche d'affectation des mesures nouvelles par domaine d'intervention

- tableau de synthèse des créations d'emploi (CDI) et des heures de travail (CDD)